



Rihab Mabrouki

Plus de 100 jours depuis la visite du président
dans le bassin minier

Sit in de Redeyef : Qu'est-ce qui a changé après 25 juillet ?



FERMETURE DES ZONES DE PRODUCTION DE PHOSPHATE À REDEYEF

Les jeunes de Redeyef ont toujours été un outil actif pour contester la politique d'exclusion de tous les gouvernements successifs envers les zones minières. En commençant par le soulèvement du bassin minier, qui est arrivé à un tournant politique marqué par l'absence totale de liberté d'expression ce qui montre les conséquences graves de la marginalisation pour cette région. Bien qu'après le 25 juillet et la visite simultanée du Président Kaies Saied aux délégations minières aient donné un espoir sans précédent à des milliers de citoyens de cette région, elle est également devenue une cause de confusion, compte tenu notamment du sit-in continu des demandeurs d'emploi au siège de la compagnie des phosphates de Gafsa et de la fermeture de toutes les zones de production dans la ville de Redeyef. Ce qui nous amène à s'interroger sur l'utilité de la visite et les véritables changements au sein de la région, où la fréquence des manifestations sous ses différentes formes a augmenté. Les blocages des activités minières ont été parmi les principales réactions violentes de protestation contre la discrimination et l'exclusion exercé par l'état.

Inégalité sociale : a-t-elle isolé cette région ?

Les sit-in appelant à l'emploi dans la ville Redeyef ont commencé dans les années qui ont suivi la révolution. Des dizaines de jeunes chômeurs installent des tentes dans la zone de production de phosphate. Malgré les affrontements fréquents entre manifestants et les employés de cette installation industrielle exigeant la reprise de la production, le sit-in n'a



LE SIT-IN AU SIÈGE "AL-WAZZANA" À REDEYEF

La visite du Président de la République à la ville de Redeyef et son examen de la situation sociale, le changement ultérieur dans la scène politique, ainsi que le démantèlement des sit-ins et la reprise de l'activité phosphatée dans le reste du bassin minier (Om-larayes-Metlaoui-Mdhilla), malgré les demandes continues d'emploi, tout cela n'a rien changé pour les militants de Redeyef, qui tiennent toujours les mêmes revendications par les mêmes tactiques de protestation exprimant leur rejet de la marginalisation.

Qui sont les sit-inneurs et quelles sont leurs exigences ?

Vendredi 03 décembre 2021, Nous nous sommes déplacés vers le siège du "d'Al-Wezana" Redeyef, où se concentre l'unité de production de phosphate et un groupe de sit-in. Les signes de frustration et de désespoir étaient clairs sur leurs traits, malgré leur forte adhésion à leurs revendications et leur rejet catégorique de toute solutions provisoire.

Amara Malki, 49 ans, marié et père d'un enfant qui n'a que deux ans, sans emploi et un des manifestants, estime que le démantèlement du sit-in n'aura lieu qu'après avoir trouvé une solution radicale. Il insiste sur le fait que toutes les méthodes de négociation utilisées par les anciens fonctionnaires ne sont plus efficaces devant l'insistance des protestataires de saisir leur droit de travail, surtout qu'ils ne dépassent pas les 60 personnes. Considérant ainsi que les méthodes d'atermoiements adoptées durant les quatre ans depuis le début du sit-in, a, selon lui, leur a fait perdre confiance dans les "fausses promesses" . Bien que le sit-in ait été interrompu à plusieurs reprises et les comptes rendus ont dans des réunions avec les représentants de l'Autorité aient été révisés, ils sont tous restés lettre morte et n'ont abouti à aucun résultat, créant un manque total de confiance dans les fonctionnaires et dans les moyens de dialogues ce qui leur a pousser à insister sur la poursuite du sit-in et à rejeter toutes les méthodes de négociations avec l'autorité. Le changement politique n'a même pas effacé leur frustration. Les protestataires dénoncent la classe politique qui s'enlise dans ses batailles internes sans se rendre compte de la misère sociale et économique dans laquelle vivent des milliers de personnes ici.



AMARA MALKI

La crise n'a pas diminué, malgré les changements.

Selon l'historien français Pierre Fermont, "L'absence de nouvelles protestations peut être un miracle." Ce que cela dit est vrai de ce qui se passe dans la ville de Redeyef. Après des décennies de marginalisation, c'est un miracle qu'il n'y ait plus de protestations dans cette ville et dans le gouvernorat de Gafsa en général, qui est un point chaud, où les protestations sociales se poursuivent sans arrêt et sont souvent émises dans les premiers rangs, malgré les changements qui ont eu lieu à différents niveaux, dont le plus important est la politique, les sit-in n'ont pas diminué.

Ce qui doit être fait pour résoudre la crise

Le gouvernement a été formé, mais l'étincelle des sit-in et des protestations n'a pas encore disparu. Une petite période s'est écoulée depuis le début du gouvernement, qui s'est trouvé confronté à un défi majeur pour résoudre la crise dans le sud-ouest de la Tunisie et rétablir l'activité du phosphate à sa forme normale. Les protestations contre les options économiques ne se sont pas arrêtées dans cette région, ni la demande de développement et d'emploi. Alors que le gouvernement n'est pas en mesure de relever le plafond des revendications sociales, l'adoption de réformes globales, la prise en compte sérieuse des revendications populaires et la recherche de solutions pour apaiser la situation sociale sont des étapes importantes pour éviter de nouvelles pertes économiques, notamment en raison de la fermeture continue des zones de production de la CPG, qui porte un coup à l'un des piliers économiques du pays, et cela la position préconisée par le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux, section du bassin minier, dans ses nombreuses réunions de négociations avec l'autorité, en vue de rétablir l'activité minière et de briser les tensions sociales dans la région, dans ce contexte, le secrétaire général du Forum tunisien dans le bassin minier, Rabeh Ben Othman, a souligné que la fermeture de la CPG est inacceptable en tant qu'unique artère économique de la région, en outre, presque toutes les activités économiques sont liées à l'activité

de la CPG, appelant à la nécessité d'ouvrir un dialogue sérieux avec les chômeurs et de mettre fin à la rupture entre eux et les autorités régionales et centrales qui se sont étendues au cours des derniers mois. Il soulignant également que l'usage classique visant à briser les sit-in sans trouver des solutions ne pourra aboutir à aucun résultat tangible, dans le contexte de la continuité de l'Etat, il est impératif que les conventions entre les chômeurs et l'autorité soient activées, aussi le changement des politiques de développement et des politiques opérationnelles, ainsi que la diversification du tissu économique dans le cadre d'une vision globale de développement coupée de la fragilité de l'emploi, sont impératifs pour parvenir à un changement positif dans la région.

La persistance de politiques vieilles de plusieurs décennies envers les zones socialement et économiquement marginalisées, et la poursuite de la même attitude de développement envers le bassin minier ne feront inévitablement que les changements après 25 juillet de simples décisions politiques qui n'ont conduit à aucun changement la poursuite du sit-in, signifie seulement que le gouvernement tombe sur lui et que des mécanismes capables de calmer la colère publique et de rétablir la paix sociale ont été perdus en trouvant des solutions radicales à la réalité du chômage et de la pauvreté dans la région.